

DES JOURS QUI SUENT AUX LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT...

Dès que les revendications ouvrières s'élèvent avec quelque vigoureuse résonnance, dès que la situation industrielle impose aux patrons les plus prévoyants de les entendre et de prévenir conflits insupportables en période d'expansion, en marge des antagonismes de classe, les «*mandarins*» de la politique économique s'efforcent au nom de l'intérêt général, de dénoncer l'égoïsme et l'inconscience des travailleurs, afin de développer en ceux-ci un véritable sentiment de culpabilité. Les compétences officielles troublent trop facilement les militants syndicalistes et l'on cherche à l'action revendicative, des justifications qui ressemblent à des excuses et confirment les objections et objurgations des contradicteurs.

On dira par exemple: «*Il faut bien augmenter les salaires, puisque les prix augmentent*»... ce qui amène au corollaire: «*Baissez les prix et nous ne revendiquerons plus*»... puis à la retraite élastique: «*Si vous baissez les prix, il n'y aura plus de raison pour augmenter les salaires*».

Ou bien: «*Puisque la productivité a augmenté, il faut que les salariés en profitent*»... d'où l'on tire une nouvelle formule magique: «*Que la productivité augmente, pour que les salaires montent*»... Enfin pour ne pas se perdre dans les secrets de la productivité... on remplace le terme par celui de production. C'est beaucoup plus simple. D'abord augmentation de la production... le reste viendra après... Et M. Michel Debré a raison de signaler que les dirigeants «*socialistes*» (?) n'ont pas ici d'autre langage que celui des gouvernants capitalistes... M. Khrouchtchev et ses vassaux des colonies soviétiques reprennent à leur compte les slogans des ministres communistes de 1945: «*Retroussiez vos manches... et après les jours qui... «suent» nous aurons des lendemains qui chantent*».

Mais le fantôme que les meneurs de jeu animent avec le plus de complaisance, c'est celui de «*l'inflation*». Si l'on ne défend pas le franc, les salaires pourront croître démesurément en valeur nominale, leur pouvoir d'achat ne cessera pas de s'avilir. Et cette hantise plus ou moins sincère réveille des souvenirs transmis avec l'héritage des générations antérieures. La chute de l'assignat sous le *Directoire*, l'affolante dégradation du shilling autrichien en 1919, du mark allemand en 1923... ce sont là des évocations qui lèvent dans la mémoire des peuples les images de foules affamées sur des montagnes de billets de banque...

Un profane curieux n'oserait contredire les compétences mais découvre la complexité des phénomènes et s'étonne des contradictions irréductibles entre les interprétations des experts.

Avant de se livrer à des comparaisons entre les salaires et les prix, entre les salaires et les taux de productivité, il faudrait s'entendre sur des définitions préalables. Avant de trembler sur le sort de la monnaie il faudrait s'entendre sur ce qu'elle représente exactement.

Ce qui détermine la valeur d'échange d'une marchandise, c'est exclusivement le travail qui s'y est incorporé - et le travail «passé» représenté par le capital: c'est-à-dire les matières premières, les moyens de production - et le travail ajouté pour aboutir au produit fini. Si tous ces éléments variaient dans un rapport constant, on pourrait en déduire qu'il y a bien corrélation entre la valeur du produit et la valeur du travail «*incorporé*». Seulement ce rapport est toujours variable. Les éléments constitutifs évoluent selon des rythmes différents et souvent des tendances contraires.

On peut constater par exemple que la part des matières premières dans les industries les plus modernes diminue en même temps que celle du travail ajouté par rapport à l'importance croissante des équipements, c'est-à-dire des machines (1).

(1) Dans la production agricole «archaïque» la valeur dépend exclusivement de la matière première et du travail ajouté. Aussi cette valeur est-elle très élevée. Cette valeur tombe d'une chute vertigineuse dès que l'on industrialise. On

D'autre part le prix de revient ne se confond pas avec la valeur d'échange ainsi établie. Le marché subit des influences artificielles qui bouleversent les notions fondamentales; l'intervention de l'État, les monopoles privés, la valeur de la monnaie.

Avant même que le produit soit offert sur le marché, deux pressions contradictoires s'exercent sur le prix de revient. Celle du profit celle du salaire. Le capital va naturellement là où le taux du profit est le plus élevé. La classe ouvrière, lorsqu'elle peut s'organiser librement et lutter sur son propre terrain, profite des constances favorables pour briser la loi d'airain des salaires (2).

Enfin, pour que l'on puisse établir des mesures, encore faut-il que l'on se base sur une unité invariable. Or à l'heure actuelle toutes les monnaies sont «flottantes». Non seulement, elles ne correspondent plus à une couverture métallique définitivement fixée, non seulement il n'y a plus corrélation entre la circulation monétaire, mais encore l'étalon, c'est-à-dire le dollar est menacé comme la livre.. On a dévalué le franc, on a réévalué le mark.

Manipulations qui peuvent difficilement aboutir aux catastrophes inflationnistes car des organismes internationaux ont des possibilités de contrôle et d'intervention, mais qui rendent illusoire toute prévision sur l'évolution des prix.

Voilà qui paraîtra trop abstrait. Voyons rapidement quelques exemples concrets. Dans l'industrie textile française, en 1958 augmentation «modérée» des salaires et corrélativement baisse des prix de vente. Pourquoi ? Parce qu'il y avait récession, c'est-à-dire recul de la production. Donc baisse des cours des matières premières et en même temps effort du patronat pour améliorer les conditions techniques. En 1959 la dévaluation provoque une forte hausse des cours des matières premières; une hausse des salaires plus forte que celle de l'année précédente est couverte par les progrès de la productivité; les prix de vente augmentait de 6%. En 1960 : stabilité des cours des matières premières, hausse des salaires supérieure aux progrès de la productivité, les prix de vente montent de 3%.

Notons en passant que cette baisse générale des cours des matières premières atteint surtout les pays dits sous-développés d'outremer pour qui la récession dans les pays industriels signifie une aggravation de la misère et quelquefois la famine. La hausse de 1959 ne leur apporta aucun bénéfice, car elle était strictement nationale, c'est-à-dire qu'elle représentait simplement une augmentation de nombre de francs pour la même unité de marchandises.

L'Allemagne occidentale qui tient la première place dans l'expansion européenne serait à la veille sinon d'une crise, tout au moins d'un ralentissement assez sérieux de l'activité. Pourquoi? À cause de l'augmentation des salaires, longtemps continue et que l'on ne peut plus arrêter. Les experts en tirent la conclusion qu'il faut souhaiter une pause qu'on utilisera pour transformer les structures de l'industrie allemande, afin que celle-ci puisse s'adapter aux obligations du *Marché commun*. Donc nécessité d'un appel aux capitaux qui ne s'investiront dans les entreprises et ne provoqueront ainsi le progrès technique des «équipements» que s'ils sont assurés d'une «rentabilité» supérieure. On sait déjà que si les capitaux américains passent l'océan et s'investissent massivement dans les entreprises européennes, c'est parce que les salaires nettement inférieurs permettent des profits nettement supérieurs (3).

D'autres questions aussi graves appelleraient un examen plus complet: en particulier celle de la consommation (4) et du fameux pouvoir d'achat, deux notions aussi fluides et confuses que celles des prix et de la

s'explique ainsi le caractère artificiel et anachronique des exploitations agricoles basées sur la petite propriété. Dans un tout autre domaine pour la fabrication des produits synthétiques ou des appareils électriques, la part des matières premières est pratiquement nulle. Actuellement d'ailleurs l'industrie minière autrefois essentielle - voit sa nécessité décroître constamment. L'industrie pétrolière dispose de possibilités de production bien supérieures à la consommation cependant toujours en croissance.

(2) Circonstances favorables: le plein emploi. Mais attention l'expansion industrielle s'est déjà stoppée (en Allemagne occidentale par exemple) par le déficit de main-d'œuvre. Si les lacunes ne sont pas comblées, la crise peut être déclenchée - non par la surproduction, comme le prétendaient les économistes classiques - mais par le manque d'ouvriers qualifiés.

(3) Selon une étude établie en décembre 1960 pour la *Société de Banque suisse*: le coût moyen de l'heure de travail (y compris les charges annexes) sur la base de 100 pour la France, s'élève à 85 en Italie, 103 en Belgique, 108 en Grande-Bretagne, 109 en Allemagne, 152 en Suède et 385 aux États Unis. Aux bons copains qui insistent sur le chômage aux États-Unis, on peut objecter que pour chaque chômeur américain il y a un travailleur surexploité en Europe.

(4) C'est un point sur lequel il faudra revenir. Parler du pouvoir d'achat, c'est penser exclusivement au minimum vital - car

monnaie. Ce qui est clair, c'est une triple nécessité: celle de la lutte pour la hausse des salaires en abandonnant l'illusion d'une baisse des prix qui, si elle n'est pas déterminée par le progrès technique a signifié la récession, la crise, le chômage et la misère - celle de la solidarité entre les salariés des entreprises les mieux équipées avec ceux des entreprises retardataires, car c'est justement la hausse des salaires qui détermine le progrès technique, en même temps que la diminution de l'effort ouvrier - celle de la solidarité entre les travailleurs de tous les pays industriels et des pays en voie d'industrialisation, afin d'empêcher un «*dumping social*» déterminant des profits exorbitants.

Ce que démontre cette exploration dans le domaine des spécialistes, c'est l'impossibilité de prévisions à longue échéance et la fragilité des plans établis sur la stabilité des situations et la symétrie des courbes d'expansion. L'avenir appartient à ceux qui agissent, non à ceux qui observent, calculent et attendent.

Roger HAGNAUER.

dès que le consommateur dispose d'un excédent, ses désirs et ses possibilités de consommation changent complètement. Ce ne sont pas les besoins qui déterminent le pouvoir d'achat. Dans ce cas c'est le pouvoir d'achat qui modifie les besoins... «supplémentaires». Sans parler de la production orientant la consommation et créant par sa logique propre de nouveaux besoins.